



**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture**

R A P P O R T S P É C I A L

Extrait

**MISSION FAO D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DES
APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES AU SOUDAN**

14 mars 2019



Photographies: ©FAO/J.E. Sohn & L. Castaldi.

Le présent rapport a été établi par Jung-Eun Sohn, Luigi Castaldi et Hassan E-Sheikh El-Bashir (FAO) sous la responsabilité de secrétariat de la FAO, à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Mario Zappacosta
Économiste principal, SMIAR
Division du commerce international
et des marchés, EST/FAO
Mél: gjews1@fao.org

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: <http://www.fao.org/gjews/>

*La **Systeme mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR)**, a mis en place des listes d'envoi pour diffuser ses rapports. Pour vous abonner, complétez le formulaire d'inscription disponible à l'adresse suivante: http://newsletters.fao.org/k/Fao/trade_and_markets_english_gjews_world.*

R A P P O R T S P É C I A L

Extrait

**MISSION FAO D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DES
APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES AU SOUDAN**

14 mars 2019

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2019



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Internationales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/deed.fr>).

Selon les termes de cette licence, ce travail peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve de mention appropriée de la source. Lors de l'utilisation de ce travail, aucune indication relative à l'approbation de la part de la FAO d'une organisation, de produits ou de services spécifiques ne doit apparaître. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit donc être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non responsabilité suivante accompagnée de la citation indiquée ci-dessous: « Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale [langue] doit être l'édition qui fait autorité »

Toute médiation relative aux différends en rapport avec la licence doit être menée conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) actuellement en vigueur.

Documents de tierce partie. Les utilisateurs qui souhaitent réutiliser des matériels provenant de ce travail et qui sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, ont la responsabilité de déterminer si l'autorisation est requise pour la réutilisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Le risque de demandes résultant de la violation d'un composant du travail détenu par une tierce partie incombe exclusivement à l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être acquis par le biais du courriel suivant: publications-sales@fao.org. Les demandes pour usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les demandes relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Faits saillants de la mission

- La production nationale de céréales en 2018 a été estimée à 8,2 millions de tonnes, un niveau nettement supérieur à la moyenne, en hausse de 58 pour cent par rapport à l'an dernier, grâce essentiellement à une expansion des superficies emblavées.
- La production de sorgho a rebondi en 2018 à un niveau supérieur à la moyenne, soit 4,9 millions de tonnes, tandis que la production de mil est estimée à un niveau record de 2,6 millions de tonnes.
- L'importante croissance de la production de mil tient à une hausse des rendements favorisée par des conditions météorologiques propices et à une expansion des superficies ensemencées, du fait des améliorations de la situation de la sécurité et du retour de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) dans la région du Darfour.
- La hausse significative de la production de céréales en 2018 s'est traduite par une offre intérieure supérieure à la moyenne, qui devrait dépasser les besoins nationaux d'utilisation. En conséquence, le pays devrait accumuler des stocks importants et ses exportations pourraient croître modérément.
- Les besoins d'importation de blé devraient être inférieurs à la moyenne, les perspectives de production nationale concernant les cultures à récolter en mars 2019 étant favorables.
- Selon les estimations, les productions de coton et de sésame ont augmenté en 2018 à un niveau supérieur à la moyenne, sous l'effet d'une expansion des superficies ensemencées suscitée par une hausse des prix du marché en glissement annuel.
- Cependant, des difficultés concernant la disponibilité et l'accessibilité des intrants, tels que les machines, les semences et les engrais, ont été signalées en raison de l'inflation élevée et croissante.
- La réduction des liquidités a entraîné des retards dans les récoltes, les paiements de la main-d'œuvre ayant été entravés, et a empêché les agriculteurs de vendre leurs récoltes sur les marchés, ce qui a maintenu une pression à la hausse sur les prix.
- Les pénuries de carburant ont réduit l'utilisation des herbicides, des pesticides et des engrais et retardé les opérations de récolte, en particulier dans les zones irriguées et semi-mécanisées.
- L'incidence des ravageurs et des maladies a été minime grâce à l'adoption de mesures préventives efficaces. Les pluies abondantes, et les mesures de lutte limitées, ont en revanche favorisé la prolifération des mauvaises herbes.
- Les précipitations favorables et l'amélioration de la sécurité ont accru la disponibilité et l'accessibilité des pâturages et de l'eau pour le bétail.
- Malgré une pénurie généralisée de vaccins, l'état du bétail était satisfaisant et aucune épidémie majeure n'a été signalée.
- Les prix des céréales ont bondi en 2018 et atteint en janvier 2019 des valeurs entre 100 et 250 pour cent plus élevées qu'un an plus tôt, en raison principalement de la forte dépréciation de la monnaie nationale (la livre soudanaise - SDG).

APERÇU GÉNÉRAL

Entre le 26 novembre et le 14 décembre 2018, le Ministère de l'agriculture et des forêts (MAF), assisté par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a effectué sa mission d'évaluation annuelle, pour déterminer les niveaux de la production agricole et de l'offre alimentaire dans les 18 États de la République du Soudan. La mission était composée de six équipes de base comprenant des membres du MAF, du Secrétariat technique de la sécurité alimentaire du MAF, du Ministère des ressources animales, de la Commission d'aide humanitaire, de l'Autorité des réserves stratégiques, de la FAO, de FEWSNet, du PAM et de l'USAID.

L'objectif de ces visites était de recueillir des données et des informations provenant des ministères d'État, des programmes d'irrigation et des entreprises, et de vérifier ces données et informations par le biais de recoupements sur la base d'observations de terrain et d'entretiens avec des agriculteurs et des informateurs indépendants clés. Les informations quantitatives et qualitatives réunies provenant des sources primaires et secondaires ont permis aux équipes d'évaluer la production céréalière (sorgho et mil) de la campagne 2018/19 ainsi que d'autres cultures en plein champ, et de réaliser des prévisions concernant la production de blé à récolter en mars 2019. À leur retour du terrain, les équipes ont préparé des résumés des données et des informations récoltées au cours des visites, afin de présenter et de discuter leurs résultats dans le cadre de comptes rendus détaillés, avant leur inclusion dans le rapport final de la Mission. Les données compilées ont été ventilées par État, culture et sous-secteur (irrigué, pluvial mécanisé et pluvial traditionnel) pour fournir des estimations des superficies cultivées et de la production. À l'aide de ces données, un bilan céréalier national a été dressé sur la base d'une comparaison entre l'ensemble des besoins en céréales pour la campagne commerciale à venir (janvier-décembre) et l'offre céréalière à l'échelle nationale. Le bilan permet de déterminer si le pays est en excédent ou en déficit céréalier, et par conséquent d'évaluer ses besoins en matière d'importation.

Les six équipes de la Mission ont bénéficié de la pleine coopération des autorités compétentes dans les divers États. Les discussions sur les facteurs qui influent sur les conditions de culture et d'élevage ont eu lieu avec des représentants des organismes techniques concernés, des bureaux gouvernementaux locaux, d'institutions de crédit, des agences des Nations Unies (ONU) et des organisations non-gouvernementales (ONG). Les visites de terrain ont bénéficié de l'appui des spécialistes en la matière locaux des ministères et des programmes d'irrigation des différents États, qui ont également fourni les informations les plus récentes sur tous les aspects de la production qui relevaient de leur domaine de compétence, y compris des données de suivi le cas échéant. Lorsque cela s'est avéré possible, les équipes ont vérifié par recoupement les estimations officielles collectées, en réalisant de vastes inspections sur le terrain, des études de cas rapides avec un échantillon d'agriculteurs, et des entretiens avec des éleveurs et des commerçants. Par rapport aux années précédentes, l'insécurité civile s'est améliorée et a généralement posé moins de problèmes s'agissant des observations sur le terrain et des entretiens avec les agriculteurs.

Au niveau national et infranational, les équipes ont recueilli les dernières informations et données disponibles concernant la quantité et la répartition des précipitations, le couvert végétal, les campagnes de protection des cultures, les stocks de réserve de céréales et les prix des principales cultures et du bétail. Elles ont consulté les rapports périodiques relatifs à la sécurité alimentaire et ont eu accès aux principaux indicateurs socio-économiques, fournis par la Banque centrale du Soudan, la Banque agricole du Soudan, le Bureau central des statistiques et l'Autorité des réserves stratégiques. Les données concernant les précipitations ont été obtenues auprès de l'Autorité météorologique du Soudan et d'autres sources compétentes dans le domaine. Des imageries par satellite ont été utilisées pour analyser l'évolution du couvert végétal au cours de l'année.

La performance globale de la campagne agricole d'été 2018/19 a été meilleure que l'an dernier et supérieure à la moyenne quinquennale. Les précipitations cumulées au cours de la saison des pluies, entre juin et août 2018 ont été supérieures à la moyenne dans l'ensemble du pays et caractérisées par un démarrage précoce et une bonne répartition des pluies. Toutefois, dans certaines régions, d'intenses précipitations en juillet-août ont causé des inondations et des engorgements qui ont endommagé les cultures et les infrastructures par endroit.

L'incidence des ravageurs et des maladies des végétaux a été très faible, grâce à des mesures efficaces de lutte aérienne et terrestre contre les ravageurs migrants tels que les criquets et les sauterelles, même si des dégâts mineurs, causés par les travailleurs à bec rouge (*quelea quelea*) et d'autres oiseaux, ont été observés. Les pluies abondantes, et les mesures de lutte limitées, ont en revanche favorisé la prolifération des mauvaises herbes.

Les personnes interrogées ont indiqué que la réduction des liquidités était l'un des principaux problèmes à avoir compromis les activités agricoles au cours de cette campagne agricole, du fait que cela avait provoqué des retards dans les paiements aux ouvriers et aux fournisseurs d'intrants. Après l'achèvement des récoltes, les agriculteurs ont hésité à vendre la totalité de leurs récoltes, en raison des pénuries de liquidité. Lorsque les agriculteurs ont choisi de vendre leur production contre des chèques, les banques n'étaient pas en mesure d'encaisser les chèques en raison de l'insuffisance de liquidités. Cela a ainsi contribué à maintenir les prix à des niveaux élevés, les marchés n'étant pas suffisamment approvisionnés.

Des difficultés concernant la disponibilité et l'accessibilité des intrants, tels que les machines, les semences et les engrais, ont été signalées en raison de l'inflation élevée et croissante. En outre, les pénuries de carburant ont réduit l'utilisation des herbicides, des pesticides et des engrais et retardé les opérations de récolte, en particulier dans les zones irriguées et semi-mécanisées. Certains agriculteurs ont dû se tourner vers le marché parallèle pour acheter le carburant nécessaire, provoquant ainsi une hausse des coûts de production.

Les productions de sorgho et de mil en 2018/19 sont respectivement estimées à 4,9 et 2,6 millions de tonnes, des niveaux supérieurs à ceux de la précédente campagne et à la moyenne quinquennale. La production de blé, à récolter en mars 2019, est prévue à un niveau supérieur à la moyenne, soit environ 595 000 tonnes. La forte progression de la production de mil, qui a plus que triplé, est liée à une expansion significative des superficies emblavées dans la région du Darfour, favorisée par une amélioration des conditions de sécurité, des précipitations abondantes et un nombre élevé de rapatriés.

Les précipitations favorables et l'amélioration de la sécurité ont accru la disponibilité et l'accessibilité des pâturages et de l'eau pour le bétail. L'état des animaux a été considéré comme satisfaisant et aucune épidémie majeure n'a été observée au cours des visites sur le terrain bien que la disponibilité de vaccins soit inférieure à celle de 2017.

Les projections démographiques pour la mi-2019 réalisées par le Bureau central des statistiques ont servi à estimer l'utilisation alimentaire pendant la campagne de commercialisation 2019 (janvier-décembre) en vue

de dresser le bilan céréalier fourni dans ce rapport. Celui-ci montre que les récoltes 2018/19 de sorgho et de mil sont nettement supérieures aux besoins d'utilisation du pays, ce qui devrait se traduire par une reconstitution substantielle des stocks, tout en permettant l'exploitation d'une partie de l'excédent pour l'exportation et pour la constitution de réserves stratégiques dans le pays. Le déficit structurel entre la production et la consommation de blé et de riz devrait être couvert par les niveaux ordinaires d'importations commerciales.

Les prix du sorgho et du mil produits localement ont observé une nette tendance à la hausse ces 12 derniers mois sur la plupart des marchés, en raison essentiellement des coûts élevés de production et de transport, de la dépréciation de la monnaie locale et de l'inflation croissante. En novembre 2018, les prix du sorgho et du mil étaient entre 100 et 250 pour cent plus élevés qu'un an plus tôt.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes visent à renforcer la production nationale, la sécurité alimentaire et le fonctionnement des marchés:

- Le soutien public en faveur de la mécanisation de l'agriculture devrait être augmenté, en se concentrant tout particulièrement sur l'entretien des tracteurs et des machines agricoles.
- Il convient d'accroître la disponibilité de semences certifiées, et d'assurer leur livraison en temps opportun aux agriculteurs.
- Les systèmes d'irrigation ont besoin de travaux de routine et d'entretien spécifiques en vue de rétablir une efficacité satisfaisante.
- Les services de vulgarisation agricole devraient être renforcés afin de promouvoir l'adoption de nouvelles techniques par les agriculteurs.
- Une stratégie efficace de lutte contre les mesquites devrait être mise en place en vue de prévenir une prolifération de ces arbres et les dégâts qu'ils peuvent causer à l'agriculture.
- Il convient de fournir aux agriculteurs et aux institutions agricoles des services de renforcement des capacités, notamment sur la gestion après récolte, afin d'améliorer la productivité et la résilience.
- La production de gomme arabique devrait être encouragée, en mettant l'accent sur les zones où les réfugiés de retour sont les plus nombreux, afin d'assurer des moyens de subsistance durables pour les populations rurales. En maintenant la sécurité alimentaire au cœur des objectifs, des activités devraient être mises en œuvre pour fournir un appui aux organisations de femmes et promouvoir l'égalité des sexes.
- Un nouveau recensement de l'agriculture et de l'élevage devrait être effectué afin de fournir un tableau plus réaliste et mis à jour de l'importance de ce secteur pour l'économie soudanaise.
- Les institutions financières devraient fournir des lignes de crédit simplifiées aux agriculteurs en utilisant des garanties alternatives, comme des parts de contrats à terme, pour leur permettre d'investir dans des actifs et des machines agricoles.
- Afin de développer les services de financement agricole, il convient de promouvoir la régularisation des cartes d'identité pour les agriculteurs.
- Les industries de la transformation des produits agricoles doivent être fortement encouragées pour le coton, l'arachide, le sésame et le tournesol, afin d'accroître l'offre de produits à forte valeur ajoutée.
- Compte tenu de la production excédentaire en 2018 et de la capacité de stockage limitée, des stratégies efficaces de promotion des exportations agroalimentaires devraient être élaborées, en tirant profit de l'affaiblissement de la monnaie nationale, qui a accru la compétitivité du pays sur les marchés internationaux.
- Il convient de promouvoir les exportations de mil en identifiant des importateurs potentiels et leurs réglementations concernant les tarifs d'importation, la sécurité alimentaire, etc., étant donné que cette culture était jusqu'à présent exclusivement consommée à l'échelle locale, contrairement au sorgho dont les exportations se sont élevées à environ 600 000 tonnes en 2017.
- Durant les périodes de prix élevés, les réserves stratégiques pourraient être utilisées pour maintenir les niveaux de consommation des populations vulnérables et des consommateurs nets de produits alimentaires.
- Les populations vulnérables devraient bénéficier d'une assistance, sous la forme de distributions de denrées alimentaires, de transferts d'espèces, de soutien à la nutrition et aux moyens de subsistance, afin de les aider à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base, l'accès aux aliments restant un motif de préoccupation majeure.
- Si la monnaie devait continuer à se dévaluer, les prix des marchandises importées, y compris les intrants tels que le carburant, les engrais et les insecticides, ainsi que les vaccins pour le bétail, pourraient être soumis à de nouvelles pressions à la hausse. Dans ce cas, certains intrants pourraient être fournis par le biais de l'aide internationale.
- En raison de l'instabilité de la monnaie, il est souhaitable que les projets de développement soient financés en USD plutôt qu'en SDG.

